

Zeitschrift: Wissen und Leben
Herausgeber: Neue Helvetische Gesellschaft
Band: 27 (1925)
Heft: 4: §

Buchbesprechung: Réflexions sur "la victoire"

Autor: Dami, Aldo

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

à collaborer avec les autres membres de la Société des nations pour mettre fin à des abus scandaleux, qui se sont parfois produits sur son territoire, mais qui ont été rarement son fait.

Il faut agir promptement, il faut mettre en vigueur la loi du 2 octobre, il faut signer et ratifier la nouvelle convention. Il y va de notre prestige et de notre réputation dans le monde.

WILLIAM MARTIN



RÉFLEXIONS SUR „LA VICTOIRE“¹⁾

Enfin. La lumière. Le livre que nous attendions. Le livre par excellence de la jeune génération, le livre que nous savions bien qui serait écrit un jour, et qui tomberait, lourd et mûri, entre nos mains à l'instant même où nous en sentirions le besoin trop impérieusement. Le voici. Albert Crémieux le réclamait tantôt. Peut-être espérait-il moins de dates et davantage d'âme, l'interrogation morale d'une jeunesse plutôt que le patient labeur d'un « brillant collégien »; la crise d'une conscience et non l'histoire des responsabilités. Mais il nous le fallait, à nous, le cri qui libère, et l'acte que nous n'avions ni la force, ni le talent, ni peut-être le temps de produire. Car les recherches qui nous ont donné ce livre ont demandé le sacrifice de longs mois; aussi nous faut-il bénir les loisirs qui ont permis à M. Fabre-Luce, si jeune et déjà si averti des choses, d'entreprendre ce gigantesque travail.

Qu'on nous entende bien: nous ne passons pas d'un camp dans l'autre, non plus que nous ne prenons, de parti-pris, le contre-pied de ce qui nous a toujours été dit, sur ce grave et capital sujet, en France et, davantage encore, dans les autres pays de langue française. L'exclusive responsabilité de l'Allemagne, non seulement dans la guerre, mais aussi dans les avatars de la paix, a été chez nous davantage qu'un dogme: elle a été la plus sincère des croyances et elle a entraîné des convictions que nous respectons profondément. Ce sont celles de nos aînés; et nous songeons ici au beau courage, au cœur éloquent d'Albert Bonnard, et de tant d'autres. Mais nous croyons que ces hommes purs et droits ont jugé avec leur sentiment plus qu'avec leur intelligence; nous croyons que l'avenir démentira leurs thèses en grande partie; pour tout dire, nous croyons qu'ils se sont trompés. Ils l'ont fait avec honneur, car, dans le cours même de la tourmente, ils n'ont pas pu savoir tout ce que nous savons; ils n'ont disposé d'aucun élément de recul, ni des matériaux produits sur le tard, ni de ce sang-froid, de cette objectivité sereine et détachée nécessaires au savant; la violation de la Belgique et, à sa source même, leur don profond de sympathie les ont jetés tout d'un côté. Si nous nous inscrivons en faux contre leur thèse, ce n'est pas pour innocenter es coupables; c'est pour leur en adjoindre d'autres.

¹⁾ Alfred Fabre-Luce: *La Victoire*. Ed. de la *Nouvelle Revue Française* „Les Documents bleus“.

Nitti, Keynes, Norman Angell, Fabre-Luce. *L'Europa senza pace*, *Les conséquences économiques de la paix* (que nous devons, dans leur édition française, également à la N. R. F.), *Les Illusions de la Victoire*, et *La Victoire tout court*. Quadruplette qui, lentement, bout à bout, nous a apporté les éléments de la vérité. L'accent de conviction profonde, chez ces quatre Tacite de la mauvaise paix, est un accent qui ne trompe pas.

On dira que nous nous attachons aux seuls critiques des traités de 1919, sans prêter l'oreille à leurs partisans; on dira aussi que nous n'écoutons que des « germanophiles ». L'accusation elle-même n'en serait pas une; mais remarquons qu'elle est, de plus, entièrement fausse. S'il est une « philie » commune à ces quatre auteurs, c'est celle de la vérité. Et remarquons, en revanche, que c'est uniquement dans le camp de l'Entente que nous avons choisi ces quatre noms. Nous négligeons à dessein, pour ne pas paraître partiels, de remarquables ouvrages allemands, tels que celui du comte de Montgelas, pacifiste résolu. Ajoutons que trois de ces ouvrages n'envisagent que la paix et ses suites. Seul le livre de M. Fabre-Luce remonte à la guerre elle-même et à ses causes; la première partie, « *Comment naquit la guerre* », est même, à nos yeux, la plus importante, parce qu'elle ouvre, d'un point de vue tout général d'ailleurs, et qui peut demeurer, des horizons nouveaux et définitifs sur la diplomatie et sur cette période de l'histoire où elle sut régner en maîtresse, dans sa tranquille méconnaissance du monde. Cécité tragique, et qui nous a menés où l'on sait. Il n'existe pas de peuple, pas d'objectifs de lumière, pas de fins justes, salutaires et durables, pas de bien suprême, pas de volonté réelle d'assurer la paix, source de la prospérité, pour qui a accoutumé de jongler avec les hommes, avec les Etats et avec les armées, comme naguère, mariages princiers en moins.

Cela, et le fait aussi que la seconde partie du livre, *La Paix Manquée*, a été abondamment commentée en Suisse, parce qu'elle répondait mieux à d'instinctives inquiétudes et heurtait moins, d'autre part, les positions acquises vis-à-vis des événements de 1914, nous amènera à nous étendre surtout sur la première partie, qui est un chef d'œuvre d'application et de rare intelligence.

Acte de courage d'abord, acte de raison ensuite. Le courage, pour un Français, écrivant et publiant en France même, au sein des préjugés et des erreurs (pour ne pas dire plus) officielles, de remonter vigoureusement le courant pour rechercher la vérité et la considérer en face; et la préface nous montre bien cet ardent désir de l'auteur que la France ne cesse point de s'éprendre du vrai, car « la libre critique est le premier devoir, le premier fondement du patriotisme ».

La raison ensuite, qui doit « servir le pays » aux yeux de tous ceux qui l'aiment vraiment. Elle a consisté, alors que nous possédons d'une part les *Livres* diplomatiques multicolores, d'autre part les documents d'archives révélés par Berlin et par les bolchévistes, à les comparer entre eux : parallèle qu'on s'était jusqu'ici bien gardé de faire, et qui tourne à la confusion des thèses gouvernementales — de toutes les thèses gouvernementales — répétées à loisir par la presse. M. Fabre-Luce y relève des silences inquiétants et des blancs redoutables. Et c'est, ici, la méthode qu'il convient d'admirer. M. Fabre-Luce s'y révèle historien, et

historien de premier plan. Même si telles de ses conclusions étaient erronées, même si *toutes* l'étaient, il resterait l'exemple donné dans la façon de procéder, dans la subtile démarche de l'investigation.

* * *

Que résulte-t-il donc de cette magistrale démonstration ? Ceci tout d'abord, que, *dans tous les pays*, l'explication officielle de la guerre se ramène à une propagande ; qu'ensuite, ces légendes elles-mêmes ont, dans la pensée et dans la volonté des vainqueurs, conditionné la paix et dicté ses stipulations. Car les légendes ont la vie si dure que ceux-là mêmes qui les ont créées finissent par y croire. Très sincèrement ; pour quelques-uns tout au moins. La paix de 1919 a été fondée, presque tout entière, sur une interprétation fautive des origines du conflit. C'est ainsi que, par exemple, les réparations ressortissent à la responsabilité. L'Allemagne ne doit pas, dans l'idée des Alliés, réparer parce qu'elle a détruit (une guerre sur territoire allemand, victorieuse ou non, eût détruit également) ; mais parce qu'elle est coupable de la guerre elle-même. Ici entre en jeu une atteinte révolutionnaire au droit international : jusqu'alors, 1871 compris, le vaincu avait payé les pots cassés, de la seule raison du plus fort. Aujourd'hui apparaît le problème *moral*. Reste à savoir si cette nouvelle justice, essentiellement punitive, a frappé juste. Reste à savoir de quel côté est la culpabilité — ou plutôt, puisque cette notion est étrangère à l'histoire — la *responsabilité* ; — et si elle n'est pas partout.

Prenons tout d'abord une pierre de touche, qui servira d'exemple — entre cent. Selon M. Fabre-Luce, et selon nous qui l'avions toujours pensé, la politique autrichienne a été plus coupable que la politique allemande. L'Allemagne a joué le rôle d'un complice, mais non d'un instigateur, comme s'est plu à le laisser entendre une propagande trop intéressée à faire de l'Allemagne, ennemi principal, le principal responsable. Bien trop longtemps, la politique française n'a eu que des complaisances pour Vienne, à commencer par Guizot pour aboutir au prince Sixte. Le projet de paix séparée, qui eût sacrifié, d'ailleurs, les intérêts italiens, russes, roumains, tchèques et serbes, visait la perte du plus puissant des adversaires, mais le salut des fauteurs premiers de l'incendie, la ruine d'une unité forte et sentie et le sauvetage d'un édifice chancelant qui s'était pourtant condamné lui-même, à jamais ; qui, artificiel et hétéroclite, pouvait périr et a, de fait, péri. L'Allemagne et, avec elle, l'ancienne Russie, sont coupables surtout de faiblesse morale, de bêtise et d'imprudence. S'il fallait nommer, non pas les instigateurs volontaires du conflit, mais ceux qui ont commis la faute de le permettre, il y en aurait un dans chaque grande puissance directement intéressée : Tschirsky, Berchtold, Sasonoff, Paléologue. Et, en seconde ligne — pourquoi ne pas le dire puisque M. Fabre-Luce le dit — Iswolsky et Poincaré, qui a déclaré quelque jour : « La France ne veut pas la guerre, mais elle ne la craint pas. » C'est ainsi, précisément, que les guerres éclatent, surprennent votre bon vouloir et vous conquièrent tout entiers. Il *faut* les craindre.

L'Autriche a trompé l'Allemagne. Et Tschirsky s'est laissé tromper. Tschirsky — et cela, nous le savions depuis longtemps — déformait les ordres

de modération reçus de Berlin. Sa duplicité n'eut d'égale que celle du cabinet de Vienne. Il ment à l'aller et au retour. Il trompe l'Allemagne sur les véritables intentions de l'Autriche. Chargé de calmer l'Autriche, il l'excite. Car les véritables intentions de l'Allemagne rappellent beaucoup — si l'on nous permet de retourner ainsi l'histoire de bout en bout — l'attitude de la France vis-à-vis de l'Italie, lors du récent conflit de Corfou. L'Allemagne feint d'appuyer son alliée, de souscrire à ses vues, pour mieux l'obliger ensuite à tenir les promesses par quoi l'Autriche s'est engagée vis-à-vis d'elle, promesses d'évacuation après démonstration militaire en Serbie. Hélas, l'Allemagne ne voit pas qu'elle joue le tout pour le tout et qu'elle court, de la sorte, à la catastrophe même qu'elle désire éviter; car cette feinte aussi est un jeu dangereux qui se retournera contre son intention et qui l'entraînera malgré elle, jusqu'au moment où le jeu sera devenu la réalité.

Mais, de même que l'Italie à Corfou, l'Autriche ne veut pas tenir: elle entend bien garder la Serbie une fois conquise — tout au moins une partie de la Serbie. Et ici une question se pose. L'Autriche a promis de ne pas annexer de « territoire slave ». Mais le coin nord-est de la Serbie, entre Semendria et le Timok, est habité par des Roumains... Or, n'est-ce pas précisément ce seul coin nord-est qui, fonctionnant comme couloir, eût donné à l'Autriche la communication dont elle rêvait avec la Bulgarie, et par là avec la Turquie et l'Orient, la ligne ininterrompue Hambourg—Bagdad, épine dorsale de la *Mittel-europa*? Ainsi s'expliqueraient bien des choses. Ainsi se fussent trouvées apaisées, d'autre part, les craintes de la Hongrie envers un accroissement de la population slave de l'Empire et une rupture d'équilibre entre les races qui s'y coudoyaient.

* *

Mais cet exemple n'a été choisi que pour mieux amener à un problème plus profond.

On s'imagine aisément que les dirigeants « dirigent », qu'ils possèdent une puissance capable de forcer le cours des choses, que la politique qu'ils suivent les mène là où ils veulent aller. Point du tout. Elle les mène beaucoup plus loin. Sans doute, ils sont capables de créer des états de fait; mais ces états de fait s'avéreront plus tard définitifs et irréversibles. Les hommes d'Etat ne seront plus maîtres des événements qu'ils auront déclanchés. Ils n'auront pu que diriger le coup initial. Et les voici ballottés au gré d'aventures insurmontables, perdus dans leur élan, incapables d'arrêter le fatal déterminisme des phénomènes. Ce sont, en réalité, de pauvres êtres, impuissants et faillibles. Sans doute, ils ont une arme efficace; sans doute peuvent-ils forger à leur guise l'opinion publique. Mais ensuite ils la subissent. Ils prétendent connaître seuls les nécessités, expansives¹⁾ et par suite militaires, de leur pays, détenir seuls la garde de ses intérêts. Mais comme ces « intérêts » ne sont pas *sentis* par la population, tout au moins dans sa conscience individuelle, ils sont obligés d'organiser des manifestations *collectives*: discours publics, presse. Et cette *opinion* artificiellement

¹⁾ Et encore cette expansion économique peut se produire, à condition de le vouloir, par les voies de la paix: témoin, par exemple, l'émigration italienne. Ici la soupape ne menace personne.

créée répète l'histoire du prisonnier : c'est elle qui les « tient » finalement. Les voici contraints de la satisfaire, de satisfaire ce nationalisme même qu'ils ont voulu fonder. Ainsi naissent les guerres.

L'histoire de cet élan impétueux, elle est partout. C'est celle des alliances, prétendues « défensives » et qui n'en aboutissent pas moins à la guerre, car s'allier pour se défendre, c'est, quoi qu'on fasse, menacer; et les faits se sont chargés de nous le prouver, qui nous ont montré la guerre générale éclatant entre deux systèmes d'alliance *défensifs*, — Triple Alliance et Triple Entente, — qui par suite n'auraient jamais dû jouer en même temps. C'est celle des armements; car, avec les meilleures intentions du monde, la présence seule des armes va créer l'état de tension, va permettre l'étincelle entre les deux armées qui se font face et qui, à la longue, ne peuvent plus attendre; ce sont les armements qui causent les guerres, et non l'inverse vouloir s'armer « tant qu'il y aura du danger » est donc proprement un non-sens, ou plus exactement un cercle vicieux. Et M. Fabre-Luce nous explique, par des textes, qu'il était matériellement impossible de distinguer, en Russie, entre la mobilisation partielle et la mobilisation générale; or la mobilisation générale, sous peine de ruine financière et de défaite assurée, entraînait la guerre à brève échéance, et le report des opérations en territoire ennemi. D'ailleurs, la seule mobilisation russe contre l'Autriche mettait en jeu l'alliance défensive austro-allemande et provoquait par suite l'intervention de l'Allemagne, qui à son tour mettait en jeu l'alliance défensive franco-russe et provoquait l'intervention de la France; il suffisait donc d'un conflit balkanique, menaçant les intérêts de la Russie, pour étendre l'incendie de proche en proche dans l'Europe entière. Et la tactique de la diplomatie française a précisément consisté à faire agir la Russie contre l'Autriche, de manière à provoquer le déclenchement du mécanisme et à apparaître aux yeux du monde, non comme un agresseur, mais comme un simple allié fidèle... La tactique de *toutes* les puissances, elle, a consisté à reporter leurs intrigues à l'est et à faire naître l'éventuel conflit dans les Balkans, car c'est là seulement que toutes les alliances pouvaient jouer à la fois. Le signal de cette mesure de précaution a été donné par la Russie, groupant, sous sa secrète égide les Slaves du sud et leur promettant, aux dépens de l'Autriche, la réalisation intégrale de leurs ambitions.

C'est enfin la question de prestige, la question de mots, le pusillanime : « Commencez, vous. — Non, vous. — Non, vous » de ces grands enfants que sont, à l'heure du danger, les diplomates. Jadis on s'écriait, plus chevaleresquement, « Messieurs les Anglais, tirez les premiers ! » Et, contrairement aux théories déterministes du matérialisme historique, de Marx et des économistes purs, M. Fabre-Luce montre fort bien la prédominance, parmi les causes de la guerre, du politique et du moral sur l'économique, le rôle néfaste aussi de l'orgueil, des apparences, de la « peur d'avoir l'air de céder », qui ont décidé du sort de millions d'êtres humains.

Ce sont, enfin et surtout, toutes ces causes ensemble qui ont déchaîné le conflit. Les traiter séparément et successivement, c'est déjà les altérer. Il faudrait en faire, par une intuition toute bergsonienne, une synthèse imprévisible et qualitative, une somme dont l'aspect varie à chaque instant.

La conclusion est nette. Elle s'oppose aux thèses nationales, trop superficielles, défendues jusqu'ici. Elle atteint d'un coup à l'objectivité absolue, c'est à-dire à une haute philosophie de l'histoire. En particulier, M. Fabre-Luce démontre avec beaucoup de force que la thèse alliée est toujours partie d'une présupposition *a priori* de la volonté allemande de faire la guerre, et de choisir pour cela l'instant le plus propice. Tous les faits ultérieurs ont été éclairés à la lumière de cet *a priori*. Mais si, au lieu de les ramener à une constatation qui n'est, en somme, que celle de l'après-coup, si, au lieu de juger sur les résultats, on place ces faits dans « l'élan de l'histoire », ils acquièrent leur véritable signification. Ils montrent l'Allemagne imprudente, attentive à « séduire » la France, à lui offrir son amitié, puis, voyant ses avances repoussées, à ne plus songer qu'à se préparer à une guerre jugée désormais inévitable (par elle comme par Poincaré), mais *non pas souhaitée*. Et souvent, dans ce but, l'Allemagne joue le tout pour le tout. Elle paraît préméditante; elle n'est qu'imprudente. Et l'on ne saurait arguer contre sa thèse — abstraction faite de la morale — de la violation de la Belgique. La violation de la Belgique, qui demeure un crime éternel, ne prouve pas que l'Allemagne ait voulu la guerre; elle montre que l'Allemagne avait résolu, *en cas de guerre*, de violer la Belgique. Ce n'est pas du tout la même chose. Un pareil projet, même éventuel, équivaut, répétons-le, à un crime odieux; mais pourquoi le gouvernement français a-t-il feint en 1914 la surprise vis-à-vis de l'opinion publique, alors que le plan d'invasion allemand était connu depuis cinq ans de l'Etat-Major français et que, malgré les mouvements annoncés comme « imprévus » des armées françaises, les dispositions stratégiques avaient été dès longtemps prises en conséquence?

* * *

Nous avons parlé déjà, à plusieurs reprises, de cette « limite » de guerre que les dirigeants entendent bien ne pas franchir et dont, malgré eux, ils s'approchent de trop près pour éviter le saut. Ils croient menacer; en réalité ils accomplissent des actes décisifs et se menacent eux-mêmes. Une fois la catastrophe arrivée, ils s'écrient en chœur: « Nous n'avons pas voulu cela. » Mais il y a pis: le fait même que la guerre a été réglementée par des conventions, telles que celle de Genève, suppose qu'elle est un fait juridique, un état légal. Mais qui ne voit qu'il n'est pas de mesures dans le crime et qu'il faut, tout d'abord, exclure la guerre du droit international et considérer tout belligérant comme en marge de ce droit, au ban de la civilisation? J'entends bien que la guerre n'est envisagée que comme une hypothèse dernière; mais il suffit que sur cent conjonctures, on admette qu'une seule puisse conduire à la guerre pour que, précisément, la guerre ait lieu, et que la « dernière hypothèse » devienne la seule réalité. Parce qu'on manque de confiance en la paix, parce qu'on est faible devant le danger, on tient la guerre en réserve au lieu de l'exclure d'emblée. On lui résiste mal. Elle est trop tentante, car elle résoudrait d'un coup, en cas de victoire, *tous les problèmes*. Et ces problèmes sont si complexes qu'ils effraient les intelligences, et qu'elles hésitent à les résoudre dans la paix. Au lieu donc de bien préparer la paix, les dirigeants s'efforcent en premier lieu de bien préparer la

victoire. Et une fois la guerre déclarée, c'est, inévitable également, l'atroce conduite de la guerre que nous avons connue. La cause n'en est ni à l'Allemagne, ni à la conscription; la cause en est aux inventions. Ce n'est pas la « levée en masse » dont les réactionnaires accusent, à tort, la Révolution, qui a étendu la guerre au pays tout entier; c'est le « progrès ». Ici encore, il nous entraîne malgré nous. Les inventions créent les besoins. Sitôt un progrès accompli par un seul, tous, sous peine de périr, le doivent imiter. Mais le jeu recommence. C'est une course sans fin au « rattrapage ». Devant l'enchaînement rigoureux des faits, la première déclaration de guerre, le premier emploi des gaz asphyxiants, n'ont vraiment plus beaucoup d'importance. Là où nous voyons crime, il n'y a plus que fatalité. Car le crime, c'est le fait d'avoir *prévu* et organisé la guerre. Ensuite, les réglementations, les notifications juridiques deviennent tout simplement ridicules. La guerre n'est pas seulement criminelle: elle est essentiellement irrationnelle. Et même, remarque M. Fabre-Luce, qui est le plus habile, celui qui déclare la guerre, ou celui qui « se la fait déclarer »? On trouve toujours, quand on veut, un prétexte pour se faire attaquer. A celui qui est le plus bête, de se laisser prendre à cette joute de provocations. Or ce sont les hommes d'Etat allemands qui ont toujours été les plus bêtes — ou les plus imprudents.

Tout cela, M. Fabre-Luce, avec une sorte de sourire sévère, a su le dire, ou le faire entendre. Mais il apporte d'autres preuves encore. Ainsi, lors de l'affaire d'Agadir, on en a beaucoup voulu à Caillaux de sa « faiblesse » et d'être « tombé dans le piège » que lui tendait l'Allemagne. L'histoire prouve au contraire qu'en 1911, on se trouvait en face d'une violation, par la France, de ses engagements pris à Algésiras. Montrer les dents, c'eût été précisément « tomber dans le piège »: se risquer à une guerre au moment où la France était moins prête encore, s'il est possible, qu'en 1914; au moment où ses alliées avaient refusé nettement de participer à tout conflit de nature coloniale; au moment où, surtout, l'Angleterre n'aurait jamais « marché ». Caillaux sut éviter cette lourde erreur, que Delcassé eût peut-être commise; et, contre des concessions territoriales au Congo, après tout légères bien qu'elles aient été considérées en France comme une insupportable humiliation nationale, il conquit d'emblée, et pacifiquement, ce protectorat sur le Maroc auquel la France aspirait depuis si longtemps. Les actes d'Algésiras, tolérés avec impatience, devenaient caducs. Qui donc, en l'occurrence, a « roulé » son adversaire? Et qui est « tombé dans le piège » adverse, Caillaux ou Kiderlen? Même si l'Allemagne ne l'eût pas désirée, Caillaux l'obligea à la paix. Mais hâtons-nous d'ajouter que de l'autre côté, les intentions étaient également pacifiques: les lettres privées de Kiderlen, et tout ce que nous savons de lui, en font foi.

La loi de trois ans, un peu plus tard, s'est révélée à double tranchant, et, à tout prendre, elle a tiré à fin contraire. D'une part, elle avait un caractère défensif et protecteur. Mais d'autre part, elle a confirmé les Allemands dans leur conviction d'être « encerclés », et, chose plus grave, elle les a incités, en désespoir de cause, à accepter le conflit et à « prévenir » avant que la loi eût porté tous ses effets; en un mot, à choisir leur moment. Ainsi

chaque mesure de précaution, chez l'un des États en présence, acquérait aux yeux de l'autre la valeur d'une manifestation nationaliste, et l'incitait à abonder dans le même sens. Cercle vicieux. Nous avons parlé tout à l'heure de l'opinion façonnée par le pouvoir, mais agissant sur lui à son tour. Par un mécanisme bien connu d'émotion collective, le chauvinisme de l'un des adversaires engendrait une crise analogue chez l'autre, et voici les gouvernants contraints d'en tenir compte. L'« honneur » des nations fait songer à quelque pasteur incroyant qui, de par ses fonctions, serait obligé de répandre une foi conventionnelle, et par suite de spéculer sur de l'inexistant. Pasteur et fidèles seraient dans l'exagération; la réalité serait entre les deux. N'oublions pas d'ailleurs que le pangermanisme, dont on a tant fait état, a été l'œuvre des intellectuels, et la psychose démente de « tout un peuple », notion à coup sûr exagérée, n'a pas été celle des ministres, ni de Kiderlen, ni de Bethmann, ni même du Kaiser. Clausewitz a agi sur l'éducation du peuple; non sur celle des gouvernants, Tschirsky excepté. Qu'on se souvienne des notes désespérées griffonnées par Guillaume II en marge des rapports qui lui parvenaient : « *Ils* veulent nous anéantir; *ils* veulent la guerre, etc. » Bêtise, mais bonne foi. Celle de tous.

* *

On a fait, surtout dans les milieux de droite en France, beaucoup de reproches à M. Fabre-Luce. Un seul, à notre sens, est digne qu'on s'y arrête. Le jeune historien semble excuser trop facilement la politique de l'Autriche-Hongrie; des inquiétudes telles que furent les siennes ne justifient pourtant pas sa brutale agression. Mais, au cours d'un entretien qu'il a bien voulu accorder à l'auteur de ces lignes, M. Fabre-Luce a convenu que le désir de redresser des thèses erronées a pu le pousser parfois, attentif qu'il était à en prendre le contre-pied, à forcer un peu, sinon sa pensée, du moins son expression. Et d'autre part, relevons le fait suivant, significatif parce qu'il donne la mesure des répétitions de l'histoire : La Yougoslavie a exigé tout dernièrement de la Bulgarie exactement ce que l'Autriche avait exigé de Belgrade en 1914 et ce que, à juste raison du reste, Belgrade avait repoussé comme étant la seule clause de l'ultimatum incompatible avec la souveraineté : la participation des agents étrangers à une enquête menée sur territoire national (affaire des violations de frontière commises par les comitadji macédoniens).

De Guillaume II, de Berchtold, de Poincaré, M. Fabre-Luce trace des portraits inoubliables. Puis il passe à son second dessein : étudier la « paix manquée ». Sa critique de la politique de la Ruhr est la nôtre. Nous avons suffisamment parlé ailleurs de ce problème pour nous dispenser d'y revenir aujourd'hui. L'impuissance du vainqueur à faire réparer les torts commis par l'adversaire provient, d'une part, de ce qu'il a imprudemment lié les réparations à la question de responsabilité, en renonçant par ailleurs (sous la pression wilsonienne, il est vrai) à l'indemnité pure et simple des guerres d'autrefois; d'autre part, du fait que cette fois-ci, le vainqueur est en même temps le plus faible, que, seul, il était perdu, qu'il n'a vaincu qu'avec d'autres, et que l'ennemi terrassé, ayant pour lui le nombre, sera toujours dangereux *malgré lui*. De plus, la guerre

mondiale se résume en une immense faillite, pour les vainqueurs comme pour les vaincus; et dans ces cas-là, une perte *absolue* s'étant produite, il est inutile de croire qu'elle se recouvrera; il faut se contenter d'un prorata. Mais on a commencé par exiger de l'Allemagne (qui offrait en 1919 une somme forfaitaire de 100 milliards) des sommes fabuleuses; pour tempérer ensuite ces exigences. Comment s'étonner dès lors que, voyant leurs partenaires modérer à chaque conférence leurs prétentions, les Allemands aient fini par penser qu'ils ne paieraient rien du tout pour peu qu'ils attendissent encore, et se soient efforcés dès lors de gagner du temps et de biaiser avec leur devoir? Or la France serait bien heureuse aujourd'hui de pouvoir compter sur les 100 milliards de Brockdorff-Rantzau.

Et d'autre part, c'est «alors qu'est apparue clairement l'utopie qui consiste à donner à un traité qui ne peut s'exécuter seulement par annexions et prélèvements immédiats, mais surtout par le libre travail des individus, *une base que leur conscience rejette*. Chaque mark-or versé apparaissait à nos ennemis comme l'*aveu renouvelé d'une faute qu'ils ne reconnaissaient pas*.» Et c'est enfin l'intelligente dissertation sur l'*Idée de Victoire*, où l'auteur démontre que la victoire se manifeste surtout dans la possibilité d'instaurer un état de choses durable et d'imposer la paix au monde.

Nous reprocherons peut-être à l'auteur de n'avoir parlé ici que des problèmes franco-allemands. Sa première partie étant une étude européenne, il semblait logique que la seconde eût un caractère aussi général, de façon à ce que causes et conséquences de la guerre apparussent sur le même plan et dans la même lumière. D'ailleurs ce n'est pas en nous entretenant quotidiennement de la Ruhr, des réparations, des garanties, des dettes, que la presse inspirée réussira à nous faire oublier les problèmes brûlants, territoriaux pour la plupart, qui, plus à l'Est, en Europe centrale, en Orient, attendent encore leur solution.

* * *

Mais M. Fabre-Luce ne se borne pas à blâmer. Il tente un effort positif; il propose à la France la politique de la Société des Nations. Il est pris, comme tant d'autres, dans ce tourment des consciences, dans ce dilemme de la droite, souvent bien inspirée à l'intérieur, et de la gauche qui a raison à l'extérieur; il demande qu'on ne laisse pas au Bloc des Gauches le monopole de la paix. Peu féru de politique intérieure, il accepte cette victoire des gauches comme étant, pour la France, le moindre mal.

Tant pis pour les inconscients qui ferment les yeux à l'évidence et qui s'obstinent à ne croire, à ne *vouloir croire*, que ce qu'ils ont toujours cru: les autres, les hommes épris de vérité, et désireux de reconstruire, sauront saluer le livre qui dénonce et qui prévient.

ALDO DAMI